



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL DU CONTENTIEUX DE L'INCAPACITÉ DE TOULOUSE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Audience
Recours
Affaire

c/
MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP 09

PARTIES EN CAUSE

Demandeur,

Madame [REDACTED], non comparant

Représentée par Maître Alice TERRASSE
39, RUE CROIX BARAGNON
31000 TOULOUSE

Défendeur,

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP 09, comparant en la
personne de Madame Isabelle CAPOZZA, Médecin
5-7, RUE DU CAP DE LA VILLE
BP 60023
09001 FOIX CEDEX

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Lors des débats et du délibéré :

Madame Marie-Élisabeth FARNÉ, président de la formation de jugement,
Monsieur Denis LACOMBE, assesseur représentant les travailleurs salariés,
Monsieur André BALDINI, assesseur représentant les employeurs et travailleurs indépendants,

Assistés du secrétaire d'audience, Madame Élisabeth ALESSI

Le tribunal a rendu le jugement suivant, après débats et audience publique le 18 juin 2015 et délibéré sans la présence du secrétaire.

PROCÉDURE

Par déclaration en date du 5 août 2014, Madame [REDACTED] a saisi le Tribunal du contentieux de l'incapacité d'un recours contre la décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes en Situation de Handicap de l'ARIÈGE du 29 avril 2014 faisant suite à la demande de recours gracieux portant sur la décision du 24 septembre 2013

Les parties ont été convoquées dans les formes et délais légaux.

Par ordonnance du 2 avril 2015 le tribunal a ordonné une expertise médicale confiée au Docteur Pierre BIBOULET.

Après audition des parties présentes, le tribunal a mis l'affaire en délibéré à la date du 8 juillet 2015

Sur la recevabilité

Le présent recours a été formé dans les délais et en toute hypothèse sa recevabilité n'est contestée par aucune partie.

Le recours sera donc déclaré recevable.

Sur le fond

1 - Les faits

Le demandeur, averti personnellement de la date de l'audience par lettre simple et lettre recommandée avec accusé de réception non retourné signé, ne s'est pas présenté mais s'est excusé par l'intermédiaire de son conseil.

Madame [REDACTED] âgée de 39 ans, expose dans sa lettre de recours qu'elle souffre de divers troubles et qu'il lui a été reconnu de ce fait un taux d'incapacité inférieur à 50% ne lui permettant pas de bénéficier de l'allocation aux adultes handicapés à la date du 1^o avril 2013.

2 - Les demandes des parties

Le demandeur sollicite l'octroi de l'allocation aux adultes handicapés.

Il fait valoir que sa situation n'a pas été exactement appréciée.

3 - Les conclusions en date du 18 mai 2015 du Docteur Pierre BIBOULET, désigné comme expert dans la précédente ordonnance du 2 avril 2015 sont les suivantes :

« **Le diagnostic** :

Syndrome d'hypersensibilité aux ondes électromagnétiques. S'il ne fait pas partie de données acquises, avérées, de notre système de santé français il est reconnu par d'autres pays.

La description des signes cliniques est irréfutable.

La symptomatologie disparaît dès que les causes sont éliminées; mais cette élimination impose un mode de vie et des sacrifices qui ne permettent pas la moindre suspicion de simulation.

En milieu protégé l'handicap est nul, en milieu hostile il peut atteindre 100 %.

L'évaluation du handicap :

a) Les 19 activités : elles peuvent toutes être altérées, allant jusqu'à la syncope. Donc évaluation du handicap allant de 0 à 100% selon la situation.

b) La durée : nous ne devons pas accepter le fait qu'elle est définitive. Nous pouvons espérer qu'une solution thérapeutique apparaîtra ou que la symptomatologie s'atténuera. Donnons-nous un délai de trois ans.

c) Les aides demandées par madame [redacted] sont essentiellement financières :

- 1 - acheter du bois pour se chauffer.
- 2 - rémunérer les voisins et aidants qui l'entourent pour ses approvisionnements en nourriture et autre.
- 3 - assurer sa sécurité en période de mauvaises conditions météorologiques.
- 4 - le logement a été ingénieusement aménagé à ses frais mais pourrait être amélioré.

Le pronostic

Il n'existe pas à ce jour de traitement spécifique et définitif de cette pathologie hormis l'isolement dans des zones blanches - déjà reconnues et répertoriées en France - ou dans des bâtiments spécifiques - qui existent dans certains pays -.

CONCLUSIONS :

1° - La déficience fonctionnelle de Madame [redacted] est évaluée à 85% en milieu social actuel.

2° - Durée de trois ans renouvelable en fonction de l'évolution du handicap.

3° - Attribution de la prestation de compensation du handicap. Elle remplit les conditions d'obtention au titre de l'élément 2 - aide technique - et de l'élément 3 - aménagement du logement -.

Elle ne peut pas se procurer d'emploi compte tenu de son handicap. »

4 - La décision

Selon les dispositions des articles L.821-1 et L.821-2 du Code de la Sécurité Sociale :

L'allocation aux adultes handicapés est versée à toute personne dont le taux d'incapacité permanente partielle est d'au moins 80 % ou s'il est compris entre 50 et 79 % dans le cas d'une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi compte tenu du handicap.

Au vu des éléments soumis à l'appréciation du tribunal, contradictoirement débattus, il résulte notamment qu'à la date du 1^{er} avril 2013, Madame [REDACTED] avait un taux d'incapacité de 85 % avec une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi.

En conséquence, le tribunal estime qu'il y a lieu d'accorder l'allocation aux adultes handicapés à compter du 1^{er} avril 2013 pour une durée de 2 ans.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant publiquement, par jugement contradictoire, en premier ressort après en avoir délibéré conformément à la loi,

déclare recevable en la forme le recours de Madame [REDACTED]
infirmes la décision de la MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP 09

et dit qu'à la date du 01/04/2013, Madame [REDACTED] présente un taux d'incapacité de 85%, remplis les conditions médicales pour prétendre à l'allocation aux adultes handicapés à compter du 01/04/2013 pour une durée de deux ans.

Jugement prononcé par mise à disposition au secrétariat le 08/07/2015 par Madame la présidente Marie-Élisabeth FARNÉ, qui a signé la minute avec madame Élisabeth ALESSE, secrétaire d'audience.

Le Secrétaire

La Présidente



Elisabeth ALESSI



Marie-Elisabeth FARNÉ

VOIE DE RECOURS

| Décision | Voie de recours |
|----------|-----------------|
|----------|-----------------|

Accord AAH TI 85 %

Décision relevant d'un appel :

Conformément aux dispositions de l'article R 143-23 du Code de la Sécurité Sociale, les parties disposent d'un délai d'UN MOIS à compter de la date de la présente notification pour contester cette décision devant la Cour Nationale de l'Incapacité et de la Tarification de l'Assurance des Accidents du Travail (pour les assurés résidant à l'étranger, ce délai est augmenté de 2 mois).

Cet appel doit être adressé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au
Secrétariat du Tribunal du Contentieux de l'Incapacité
19, Boulevard des Minimes
BP 41155
31205 TOULOUSE CEDEX 2

Les dispositions réglementaires prévoient qu'en appel l'appelant qui succombe est condamné au paiement d'un droit dont il peut toutefois être dispensé par une mention expresse figurant dans la décision.

En outre, dans le cas de recours jugé dilatoire ou abusif, le demandeur qui succombe peut être condamné au paiement d'une amende et cas échéant au règlement des frais de procédure y compris ceux des enquêtes et expertises. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment de ses articles 34 et suivants, le droit d'accès réservé aux personnes concernées s'exerce auprès du Tribunal du Contentieux de l'Incapacité.
